

LES DEGATS, CA SUFFIT !

OUI POUR DEFENDRE ET CHANGER NOS ETUDES

AGIR

ORLEANS-Droit

90% d'échecs, on ne veut pas y croire ! Les étudiants ont employé tous les moyens, la presse, les rassemblements, la solidarité de tout ce campus. Ils imposent de nouvelles modalités d'examens. Ils gagnent des dérogations pour tous.

RENNES

800 redoublants de première année sont exclus faut de moyens pour les accueillir. Les étudiants sont en grève avec le soutien de l'Université.

BORDEAUX

Pour améliorer le réseau de transport sur le campus, les étudiants signent des pétitions, boycottent le compostage, l'action s'organise avec les personnels et la population.

MARSEILLE

Débrayage de la fac contre l'apartheid avec signature de motions à l'ambassade. L'action se mène pour le rétablissement du 5è plat et du rab au restaur.

UER- EPS ORSAY

Les étudiants bloquent l'accès du campus et le Pont Neuf pour obtenir tous les enseignants dont ils ont besoin.

Les UER EPS avec le soutien de l'UNEF, appellent à la grève le 22 octobre.

S'ORGANISER

EN ADHERANT A L'UNEF

NOM	Prénom
Adresse	
..... Tél.....	
Fac	Année d'études
Je verse 30 F.	
AGEL UNEF BP602 87013 Limoges Cedex	

PARIS 8

En informatique, contre la sélection à l'entrée de la licence, les étudiants discutent et exigent du conseil d'Université la levée du numérus clausus et des moyens pour étudier l'info, jusqu'au bout ...

TOULOUSE

Les étudiants en sciences ont acquis de bons réflexes. A chaque fois qu'il y a un problème, c'est tout le monde qui parl envahir l'administration ou le bureau du prof. A chaque fois, ça gagne !

NANTES

Les étudiants d'ARCHI font un projet de cité-U avec les étudiants de campus. Ils entendent forcer le CROUS à construire les logements nécessaires.

AIX EN PROVENCE

On fait passer un examen de niveau en anglais avant la rentrée. 1/3 réussissent seulement. Les étudiants avec l'UNEF agissent pour obtenir des cours renforcés pour les autres qui ne baissent pas les bras !

SAINT ETIENNE

Alors que l'administration voulait supprimer le passage "à minima" en 2è année de DEUG, les étudiants agissent et gagnent le maintien de leur droit.

DES LUTTES ET DES SUCCES



RENTREE

Voilà où en est la modernisation, voilà la réalité.

1°) Pas assez d'étudiants formés, trop d'exclus

Cette année, dans les Universités parisiennes il y a moins d'étudiants qu'en 1982. La région parisienne est pourtant la première région économique du pays.

A Toulouse, en droit, sciences éco : 400 étudiants sont rejetés, 200 à Nice en sciences, 800 en lettres à Rennes II.

Dans de nombreuses filières AES, MASS, arts plastiques, on réduit les capacités d'accueil.

L'accès à de nombreuses licences est soumis à un numerus clausus inacceptable. (biologie à Lyon et Grenoble par exemple) alors que d'autres diplômes disparaissent : 240 DEA par ex.

2°) Crise de nos formations.

La réforme des premiers cycles, en se poursuivant ainsi est vidée de son contenu, faute de moyens. L'abandon, l'échec et le saccage aux examens touchent les 3/4 d'entre-nous.

« LA VÉRITÉ »

27 % des étudiants seulement obtiennent le DEUG en deux ans. C'est comme en médecine où il y a un concours ! Faute de moyens on laisse tomber les formations classiques et on développe les formations à buts professionnels.

Malheureusement, celles-ci ne concernent que peu d'étudiants. Pour les autres c'est une formation générale au rabais, aux programmes souvent vieillis et dépassés.

En IUT ou en magistère, il y a un prof pour 10 à 12 étudiants ; en DEUG, il y a un prof pour 35 étudiants ou plus. Voilà le scandale.

3°) Crise des diplômes

3 étudiants sur 5 quittent la fac sans diplôme.

Pour eux, l'avenir s'écrit en TUC ou en ANPE.

Le DEUG est le plus souvent sans valeur.

En 1982 il y a eu 6000 licences en sciences délivrées - en 1962, il y en a eu 6300 !!

Pour nombre d'entre-nous, c'est la sous qualification. Quand on trouve un emploi, c'est bien souvent longtemps après le diplôme, et pour trouver quoi ?

4°) Crise de la démocratie à la fac

De 1981 à 1985 le nombre de fils d'ouvriers est passé de 13,2 à 8,50 % Avec l'augmentation incessante des droits d'inscription, des logements, des restaur-U des milliers d'autres sont exclus de l'enseignement supérieur.

A Marseille, il faut payer 250 F et 10 F par séance de T.P. en sciences En droit à Orléans, il y a 90 % d'étudiants qui échouent en DEUG.

La logique installée, c'est lélitisme à outrance !

Démocratie ! parlons-en quand toutes les décisions sont prises sans aucune concertation, quand, nous, étudiants, nous ne pouvons pas nous exprimer !

UNE ECHEANCE IMPORTANTE

Le budget 86 de l'enseignement sera voté le mardi 29 octobre à l'Assemblée Nationale. Pour l'enseignement universitaire, son montant total est de 21 milliards de francs. En tenant compte d'une inflation de 5%. Il diminue de 100 millions de francs. Les Universités et les bibliothèques universitaires sont les plus touchées puisque leur budget perd 2,1 % (412 millions de francs)

Le budget de fonctionnement de l'enseignement supérieur diminue de 100 millions de francs. En clair, ce n'est pas cette année qu'on verra construire des locaux supplémentaires ; qu'on renouvellera le matériel, mais cela veut dire aussi moins d'argent dans les facs pour éditer les photocopies de cours par ex.

Pour notre formation

L'essentiel des crédits de l'Etat ira aux filières à buts professionnels qui ne concernent que peu d'étudiants (MST - MIAGE - Magistères - universités technologiques - écoles d'ingénieurs). Les subventions d'investissement données par l'Etat et les investissements de l'Etat lui-même augmenteront et iront de préférence à ces filières.

Pour des filières classiques, DEUG, licences et maîtrises, les crédits diminuent. En clair, les crédits pédagogiques, le matériel de IP ne seront pas pour la majorité d'entre nous.

Sécu:
Pe
Scandale!

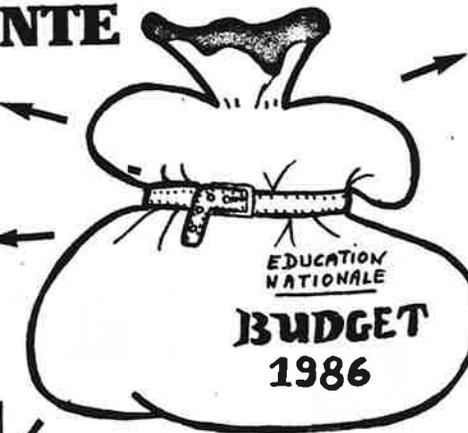
Cette année, l'Etat décide, purement et simplement de supprimer sa contribution. Alors, la cotisation étudiante, l'an prochain sera-t-elle multipliée par deux, par trois ou plus ?

QUI FINANCE LA SECURITE SOCIALE ETUDIANTE ?

(Article 570)
(Loi du 23 sept. 1948)

- La cotisation des étudiants : 450 francs pour 85/86.
- La contribution de l'Etat inscrite chaque année au budget : 306 504 803 francs pour 85/86.
- La contribution des autres régimes de la sécurité sociale : régime général, régime agricole, autres régimes.

C'EST VRAIMENT PAS POSSIBLE.



L'art de plumer les pigeons.

Enseignants : le budget 86 prévoit la création de 1 000 postes de profs, malheureusement, cela couvre à peine les départs en retraite... et cela ne va pas permettre d'assurer un taux d'encadrement suffisant pour tous les nouveaux étudiants, à Rennes par exemple, il manque 100 profs.

Bibliothèques : leur budget de personnels diminue de 4%. Concrètement, il n'y aura pas de renouvellement de livres, il y aura diminution des abonnements et des achats, une diminution de la qualité du service.

Et puis, on va passer au total de 1 000 à 4 000 TUC, histoire d'améliorer l'encadrement universitaire.



Oeuvres sociales : En tenant compte de l'inflation, les bourses n'augmentent que de 5% à peine. Autant dire que cela est largement insuffisant. D'autant plus que les crédits d'oeuvres sociales diminuent de 2, 4 % sans tenir compte de l'inflation. Pour le logement, les restau-U, le FSU, l'accueil des étudiants étrangers, il n'y a rien de nouveau !!! Pourtant, il s'agit autant de priorités sur lesquelles il faut agir vite :

Personnels ATOS : le budget 86 supprime 800 postes (en fait 1146) de personnels en prétextant : "redéploiement des effectifs" Concrètement cela veut dire, un entretien négligé des facs, un accueil réduit dans les scolarités, une diminution de la qualité des différents services, C.I.O. ...

La recherche universitaire. Si son budget présente une augmentation énorme de 32%, il est à craindre qu'il soit emprunt de maillages. La recherche universitaire est concernée pour à peine 8,5% de la recherche appliquée du pays et pour près de 25% de la recherche fondamentale. Ecartée des deux grands programmes de recherche nationaux, la recherche universitaire perd peu à peu de sa crédibilité, de son rôle. La disparition de nombreux DEA et la diminution du nombre d'étudiants acceptés en DEA ne peut qu'accélérer cette tendance grave.

Voilà donc au total, un budget qui aggrave la situation à l'Université, et ne peut en rien permettre de "former plus et mieux" les étudiants de France. Non ce n'est pas un budget moderne. Il confirme par ailleurs, le désengagement financier de l'Etat dans la politique de formation en France ; un désengagement inquiétant pour l'avenir de l'Université. Il faut savoir que la France arrive dans les derniers pays européens pour la part versée par l'Etat dans la politique de formation.

Ce budget est mauvais. Il est mauvais pour nos études, pour notre formation, pour notre avenir.

Voilà la réalité !

DES PREUVES

EDUCATION NATIONALE - Enseignement supérieur

Evolution des grandes masses budgétaires en francs constants

Enseignement supérieur	Crédit 85	Crédit bleu 86		%
* Dont titre III Moyens et services	16 467 825 943	16 290 795 431	-177 030 512	-1 %
* Dont titre IV Interventions publiques	2 805 129 073	2 536 992 882	-268 136 191	-9,5%
* Dont titre V Investissements exécutés par l'Etat	287 920 500	325 080 000	+ 36 159 500	+13%
* Dont titre VI Subvent. d'investissement accordées par l'Etat	227 850 000	224 300 000	- 3 550 000	-1,6%
* TOTAL	19 788 725 516	19 376 168 313	-412 557 203	-2,1%

